

Doc.

Consommation

"CONJONCTURE"

4 JAN 1960

Sou1959-3405

31 Décembre

1959

CENTRE DE RECHERCHES ET DE DOCUMENTATION SUR LA CONSOMMATION
30, RUE D'ASTORG - PARIS (8^e)
TEL. : ANJ. 79-57

Il a été jugé préférable de donner dans cette note, un aperçu très sommaire de la consommation en 1959, plutôt que de fournir des statistiques plus précises sur les dix ou onze premiers mois de l'année.

Ces estimations très provisoires, sont appelées à être modifiées dans le prochain numéro qui présentera une analyse plus détaillée de l'évolution de l'activité commerciale en 1959.

Cette étude, résulte, comme toujours, de la synthèse de la plupart des renseignements disponibles sur la consommation. Ceux-ci proviennent soit du secteur public : Service des Etudes Economiques et Financières du Ministère des Finances, Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques, Direction du Commerce Intérieur ... soit du secteur privé : STAFCO, Grands Magasins, Syndicats, Groupements Professionnels et principaux responsables de la distribution, correspondants habituels du CREDOC.

Que tous veillent trouver ici, l'expression de nos plus vifs remerciements pour l'aide qu'ils nous ont apportée, notamment Monsieur FOURGEAUD Chargé de Mission au S.E.E.F. dont les conseils nous ont été particulièrement précieux.

-:-:-:-

NB

Les prochains numéros de "CONSOMMATION-CONJONCTURE" seront diffusés par la Maison DUNOD qui pourra recueillir les souscriptions aux nouveaux abonnements.

DUNOD - Editeur
92, rue Bonaparte - PARIS (6ème)
Tél : DANton 99.15
C.C.P. PARIS 75.45

Abonnement 15 NF

LA CONJONCTURE AU 31 DECEMBRE

---:---:---:---:---:---:---:---:---:---:---:---

par Léon DESPLANQUES

La reprise de la consommation espérée en Juin dernier s'est timidement esquissée au troisième trimestre. Elle semble se poursuivre à l'heure actuelle, en dépit de nombreux obstacles et laisse augurer pour 1960 une activité commerciale satisfaisante, compte tenu de l'ensemble de la situation économique.

La récession qui s'était amorcée en Mai 1958 n'a été que de très courte durée ; elle n'a débordé que d'un mois sur l'année 1959. Une amélioration de la production industrielle s'est produite dès Février et le produit national doit être supérieur cette année de 1,5% à celui de l'an dernier.

Trois phénomènes essentiels sont à l'origine de l'amélioration de la conjoncture : une brusque flambée d'achats en début d'année, une augmentation substantielle des investissements publics, le développement remarquable des exportations.

La flambée d'achats du début de l'année s'est traduite par une augmentation très importante des ventes de produits manufacturés qui a atteint près de 7% sur les vêtements et les chaussures, 8,5% sur les voitures, 10% ou plus sur la radio, la télévision les meubles et le matériel électro-ménager. (*)

(*) cf Consommation-Conjoncture 15 Juin 1959 p.5

La reprise de l'activité commerciale a eu d'autant plus d'effet sur la production industrielle qu'elle s'est produite à une période où les stocks des commerçants étaient assez bas. Les détaillants se sont ainsi trouvés dans l'obligation de passer immédiatement de fortes commandes. Celles-ci ont entraîné une augmentation rapide de l'activité, notamment dans l'industrie textile, dont l'indice de production s'est accru de près de 20% du premier au deuxième trimestre.

Au moment même où redémarreraient les industries de biens de consommation, d'importantes commandes de l'Etat stimulaient l'activité des industries de biens d'équipement qui était freinée par la diminution des investissements privés.

Enfin, le fléchissement de la demande intérieure au deuxième trimestre a été compensé par le remarquable développement des exportations, qui n'a fait que s'affirmer depuis le mois de Mars. Cette situation est due en grande partie à la dévaluation de Décembre dernier, dont les effets ont été amplifiés par la conjonction de plusieurs facteurs favorables : la reprise internationale dans tous les pays occidentaux, les efforts de prospection entrepris à l'étranger depuis quelques mois par les firmes françaises en particulier à l'occasion de l'ouverture du Marché Commun, la grève américaine de l'acier (les ventes d'acier représentent le cinquième de la valeur totale des exportations vers l'étranger).

Avant de décrire les tendances de la consommation nous rappellerons brièvement la conjoncture économique générale dont la connaissance est indispensable (*)

...

(*) Nous tenons à remercier particulièrement la division du court terme de l'INSEE et son chef Monsieur NERAUD qui nous ont fourni les matériaux permettant cette esquisse.

La Production Industrielle

L'indice d'ensemble de la production industrielle (sans le bâtiment), qui, compte tenu des variations saisonnières avait atteint son niveau le plus bas depuis un an en Janvier dernier, se redressait assez fortement les mois suivants jusqu'en Juin, se maintenait ensuite sur le même palier en Juillet et Août, pour enregistrer à l'heure actuelle une augmentation appréciable.

Pour l'année entière, l'ensemble de la production industrielle, y compris les activités qui ne sont pas couvertes par l'indice officiel, se sera accru de 1,5%. Cette augmentation cependant n'est pas pleinement satisfaisante. Elle est plus faible que celle des principaux autres pays occidentaux et sans commune mesure avec celle enregistrée de 1950 à 1957 (7 à 10% par an) ou même en 1958 (2%).

L'accroissement a été surtout marqué dans les industries intéressant la consommation : industries chimiques, textile, automobiles, presse, édition .. En revanche, les industries productrices de biens d'équipement et de matières premières sont, pour la plupart, en baisse ou stabilisées à un niveau assez bas. Parmi les secteurs en difficulté figurent en effet les charbonnages, la construction navale, l'aéronautique, la fonderie, les machines-outils et les machines agricoles.

La reprise de la production industrielle n'a eu qu'une faible importance sur l'emploi, par suite de l'accroissement de la productivité.

Les effectifs employés ont été inférieurs à ceux de l'an dernier. Leur indice, d'après l'enquête trimestrielle du Ministère du Travail (calculé sur la base 100 en 1954) n'atteint que 104,4 contre 105,9 en 1958, mais une légère progression en cours d'année l'a porté de 104,2 au 1er Janvier à 105 au 1er Octobre.

La durée moyenne hebdomadaire du travail a été

elle aussi, inférieure : 45,4 heures contre 45,6 en 1958. Toutefois une augmentation sensible s'étant produite en cours d'année, elle a passé de 44,9 heures par semaine au 1er Janvier à 45,8 heures au 1er Octobre, enregistrant ainsi un accroissement de 2%. (*)

L'indice d'activité qui résulte de la combinaison des deux précédents indices, n'atteint de ce fait que 104,9 contre 106,9 en 1958. Cet indice qui a cru régulièrement en cours d'année se retrouve cependant, au 1er Octobre, à un niveau presque comparable à celui de l'an dernier (106,4). Les accroissements les plus sensibles se sont produits dans l'industrie textile, l'industrie chimique et la transformation des métaux.

La Production Agricole

La production agricole a atteint un niveau très satisfaisant, malgré la sécheresse au cours de l'été. Les récoltes de céréales ont été dans l'ensemble exceptionnelles, celle de blé (116 millions de quintaux) est une des plus fortes jamais obtenues, celle d'orge est également excellente. Pour les plantes sarclées, la situation est moins bonne et la récolte de pommes de terre sera légèrement inférieure à celle de l'an dernier alors que celle de betterave est très mauvaise (déficit de 40% par rapport à 1958).

La production de vin, après trois récoltes successives particulièrement faibles, est très supérieure à la moyenne de ces dernières années : 55,7 millions d'hectolitres contre 46,7 en 1958, 33,4 en

...

(*) En fait, cette comparaison est assez grossière pour l'année. Les statistiques de l'emploi étant faites au début de chaque trimestre, sont considérées comme représentatives de la situation de l'emploi pendant la première moitié du trimestre où elles ont été effectuées ; et la seconde moitié du trimestre précédent. En réalité la comparaison porte sur les périodes 15/11/1957-15/11/1958 et 15/11/1958-15/11/1959.

1957 et 51,7 en 1956.

Les productions animales ont été quelque peu perturbées par la sécheresse dont l'incidence a cependant été très souvent exagérée. Le déficit de la production de lait, par rapport à l'an dernier, très important pendant quelques mois, n'est que de l'ordre de 5 à 10% pour l'ensemble de l'année, et probablement plus proche de 5 que de 10%. En revanche, les abattages ont augmenté dans d'assez fortes proportions, les éleveurs s'étant trouvés dans l'impossibilité de nourrir leurs bêtes ; pour les dix premiers mois, l'accroissement atteint 2,7% sur le boeuf, 5,6% sur le veau, 8,5% sur le mouton et 13,5% sur le porc. D'après certains professionnels, une part non négligeable de la viande abattue aurait été stockée ; elle serait mise sur le marché au cours des premiers mois de l'an prochain, et serait susceptible d'atténuer la tension qui risque de se manifester sur les prix.

En définitive, les disponibilités agricoles ont été largement supérieures à celles de l'an dernier. Toutefois cette augmentation de la production ne semble pas avoir eu d'influence sur le pouvoir d'achat des agriculteurs ; elle a été absorbée par la baisse des prix agricoles à la production. Si les recettes en francs constants, ont augmenté pour les céréales, elles ont fléchi pour les betteraves, le vin (en dépit de l'accroissement de la production) et probablement pour le lait.

Les Prix

La hausse des prix de détail en 1959 (6% par rapport à 1958), légèrement supérieure à celle prévue par les experts en début d'année (5%), ne doit pas soulever de grosses inquiétudes.

Les prix des produits manufacturés, qui avaient augmenté de 6,5% au premier semestre, paraissent depuis, stabilisés.

L'augmentation de l'indice d'ensemble des prix de détail à partir de Juillet, provient presque uniquement de la hausse des prix alimentaires, qui avaient au contraire, baissé de 2% au premier semestre, or cette hausse n'est due qu'à des conditions climatiques exceptionnelles et devrait se résorber, tout au moins partiellement, au cours des prochains mois, malgré le relèvement des prix indicatifs de certaines denrées agricoles.

La hausse des salaires, limitée jusqu'à présent malgré le nouveau relèvement du S.M.I.G. en Novembre, ne devrait pas avoir d'effet notable sur les prix en particulier sur ceux des produits manufacturés, si l'on tient compte de l'accroissement de la productivité dans les entreprises.

La principale menace qui pèse sur les prix, est la hausse des cours mondiaux des matières premières, consécutive à la reprise internationale et qui s'est traduite par une augmentation de plus de 2% des prix de gros entre Août et Novembre.

Les dangers qu'entraîne cette évolution sont très relatifs, car ils intéressent tout autant les économies étrangères que l'économie française. Ils ne devraient pas diminuer la parité du franc vis à vis des devises étrangères.

En définitive, les facteurs internes de l'économie, ne laissent pas prévoir une très forte hausse des prix, au cours des prochains mois.

Si l'augmentation des prix n'a eu, jusqu'à présent, aucune influence sur la demande extérieure, comme suffit amplement à le prouver le développement remarquable des exportations, elle a freiné assez fortement le mouvement de reprise de la consommation qui tendait à s'amorcer au début de l'été, car elle a entamé quelque peu les ressources disponibles des consommateurs.

Les Revenus

L'accroissement des revenus personnels, en francs constants, serait assez faible par rapport à l'an dernier : de l'ordre de 0,5%, d'après le projet de Loi de Finances pour 1960.

Cette augmentation provient essentiellement des revenus non directement liés à la production : traitements des fonctionnaires, prestations sociales. Certains revenus, en revanche, seraient en baisse sur l'an dernier.

L'évolution des revenus réels des agriculteurs en 1959 est assez controversée. D'après nous, ils seraient inférieurs à l'an dernier, cependant la plupart des spécialistes qui font autorité en la matière, notamment Monsieur KLATZMANN de l'I.N.S.E.E., ne partageant pas cette opinion, la prudence incite à conclure à une relative stabilité.

Les salaires réels des ouvriers, d'après les statistiques du Ministère du Travail, seraient en baisse de 2% par rapport à 1958 (*). Cette baisse est cependant partiellement compensée par le développement des heures supplémentaires dans certains secteurs, l'augmentation des prestations familiales, et la suppression de la franchise de 3.000Fr. Cette moyenne recouvre, de plus, une amélioration assez sensible en cours d'année. Les salaires réels des ouvriers ont augmenté de 4% entre le 1er Avril et le 1er Juillet, et cet accroissement n'a été que très faiblement entamé par la hausse des prix, au cours de l'été. Entre le 1er Avril et le 1er Octobre le pouvoir d'achat des ouvriers à PARIS, compte tenu des prestations sociales, a augmenté de 4,2% pour les célibataires, 4,8% pour le père de famille de deux enfants et 4,8% également pour le père de famille de 5 enfants, alors qu'il avait diminué respectivement de 4,8%, 4% et 3,9% au cours du précédent semestre (1/10/1958-1/4/1959).

(*) cf note page 4

La Consommation (*)

La consommation qui était restée stationnaire en 1958, s'est au contraire accrue cette année. Son augmentation serait légèrement supérieure à 1%.

La progression a été plus forte pour les produits alimentaires que pour les articles non alimentaires. En effet, la consommation alimentaire dépend tout autant, si ce n'est plus, de l'offre que de la demande, et cette offre a été très satisfaisante cette année. La production a été particulièrement abondante jusqu'au milieu de l'été et si la sécheresse a réduit l'offre sur certains produits, tels que les produits laitiers, elle l'a au contraire stimulée sur d'autres, notamment la viande.

La consommation aurait donc augmenté légèrement plus que les ressources des ménages. Il y a là une anomalie, car l'épargne se serait au contraire accrue cette année.

A cela plusieurs explications peuvent être apportées. Les achats spéculatifs du début de l'année ont pu être en partie financés sur des trésoreries d'entreprises individuelles. Une part non négligeable de cette augmentation correspond à l'accroissement des dépenses des touristes étrangers en France ; celles-ci auraient doublé entre les trois premiers trimestres de 1958 et la même période de 1959. Si cette évolution

...

(*) Consommation en volume ou en francs constants. Le volume des ventes, assimilé dans cette étude à l'activité commerciale ou à la demande, est l'indice des ventes en francs constants ou le rapport de l'indice moyen du chiffre d'affaires sur l'indice moyen des prix. Ces indices moyens pour la période étudiée, sont calculés sur la base 100 pour la période correspondante de l'année précédente.

Toutes les variations indiquées pour une période donnée se rapportent sauf indications contraires, à la période correspondante de l'année précédente.

se maintenait au dernier trimestre, elle expliquerait près de la moitié de l'augmentation de la consommation. D'autre part certaines dépenses ont pu être financées, directement ou indirectement par les capitaux rapatriés de l'étranger dont on ne connaît pas très exactement la destination finale, ou par la réalisation de gains en capitaux liés à la hausse des valeurs mobilières. Enfin, les gains en devises provenant de l'amélioration de la balance commerciale, se sont traduits, eux aussi, par une abondance de disponibilités monétaires qui a pu avoir une influence sur la consommation.

L'augmentation relativement modérée de la consommation peut surprendre si l'on considère certaines statistiques commerciales, qui font apparaître une progression nettement plus forte, mais incompatible, cette fois, avec celle des ressources des ménages. Cela provient de ce que les modifications qui se produisent dans la structure commerciale se sont accentuées cette année, et que ces statistiques émanent, pour la plupart, de secteurs commerciaux bien organisés qui ont largement bénéficié de cette évolution.

La clientèle ne disposant pas encore d'un revenu réel en forte augmentation, a voulu profiter au maximum des avantages que pouvait lui offrir le commerce intégré, qui a fait cette année un très sérieux effort en ce qui concerne les prix. Ce déplacement très net des circuits commerciaux au profit du commerce intégré et au détriment des détaillants indépendants aurait été plus marqué dans les secteurs non alimentaires.

Le profil de la consommation le long de l'année, est difficile à repérer, car les habitudes saisonnières d'achats ont été modifiées. La flambée des ventes au premier trimestre a entraîné, par contre-coup, une baisse de l'activité commerciale au second, alors que la modification de la date des vacances scolaires, a déplacé les achats. Enfin le paiement du troisième tiers provisionnel, particulièrement important cette année, et qui s'est étalé sur deux mois au lieu d'un, a encore changé, à la rentrée des vacances, l'allure normale de l'activité.

Compte tenu de ces modifications, il semble que la consommation, après avoir baissé du premier au second trimestre, se soit stabilisée au troisième et ait amorcé une légère reprise en fin d'année.

--:--:--:--

LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE

---:---:---:---:---:---:---:---:---:---

L'évolution de la consommation alimentaire a été marquée par les conditions météorologiques et en particulier la sécheresse, qui ont entraîné un phénomène de bascule entre les différentes consommations, notamment entre celles de fruits et légumes et d'articles d'épicerie. L'offre exceptionnelle de fruits et légumes au premier semestre a provoqué une réduction des achats d'articles d'épicerie ; la sécheresse ayant réduit au second semestre l'offre de fruits et légumes et de lait frais, a entraîné au contraire un glissement de la demande vers ces derniers articles.

ALIMENTATION

Produits à base de céréales

La consommation de produits à base de céréales a été légèrement supérieure à l'an dernier, par suite d'un accroissement de la demande sur le pain et surtout la pâtisserie.

La demande de pâtes est restée stationnaire. Après s'être établie à un très haut niveau en Janvier, elle a ensuite décru fortement et à peu près régulièrement jusqu'en Juillet, où elle a été inférieure de près de 10% à Juillet 1958. Un net mouvement de reprise amorcé en Août tend à combler le retard des mois précédents.

Fruits et Légumes

Trois grandes périodes doivent être distinguées dans l'évolution de la consommation : la fin de l'hiver et le printemps, les mois d'été, les quatre derniers mois de l'année.

La première période, de Janvier à Mai, a été caractérisée par une offre particulièrement abondante

de légumes et de fruits et par une baisse sensible des prix surtout des légumes. L'indice des prix des fruits et légumes frais a été pour cette période, inférieur de 14% à la période correspondante de l'année précédente. Cette baisse a même atteint près de 30% en Avril.

Pendant les mois d'été, de Juin à Août, la température a incité la clientèle à intensifier ses achats. La demande accrue a pu être satisfaite sans difficulté pour les fruits dont la production n'avait pas encore été affectée par la sécheresse et pour les légumes malgré une récolte en légère diminution car, contrairement aux années précédentes, la quasi totalité de la production a été commercialisée. Pendant ces trois mois les prix des fruits et des légumes étaient encore inférieurs de 6% à la période correspondante de l'an dernier.

En revanche, depuis Septembre la réduction de l'offre s'est traduite par une tension sur les prix qui sont supérieurs d'environ 20% à ceux de la même période de 1958.

Pour les fruits, l'offre a été suffisante pour les espèces de belle qualité produites par les vergers "industriels", mais déficitaire pour les variétés secondaires provenant des petits vergers qui n'ont pas échappé aux conséquences de la sécheresse. (*)

Le déficit de la production de légumes a été beaucoup plus important et l'ouverture complète des frontières depuis le 4 Novembre, n'a pu arriver à rétablir des approvisionnements suffisants. Toutefois, les conséquences de la sécheresse, qui a entraîné un retard plutôt qu'une diminution de la production, tendent à s'atténuer sauf pour les endives. D'importantes plantations ont été effectuées en Octobre et, si l'hiver n'est pas rigoureux, l'offre sera relativement a-

(*) Cette situation a entraîné pour la première fois depuis plusieurs années des importations de fruits de variétés secondaires (35.000 tonnes de pommes).

bondante en début d'année. La réduction de la récolte de pommes de terre sera, d'autre part, compensée par leur excellent état de conservation.

Pour l'ensemble de l'année, le volume des ventes de légumes est à peu près comparable à l'an dernier, mais celui des fruits est en forte augmentation. Le tonnage commercialisé des fruits, d'après les professionnels, serait supérieur de près de 15%.

Viandes, volailles, oeufs, poissons

L'accroissement rapide de la consommation de viande (47% de 1950 à 1957) qui avait été brutalement stoppé en 1958 (baisse de 2% par rapport à 1957) s'est à nouveau manifesté. Le volume des ventes s'établira à un niveau supérieur à l'an dernier mais aussi probablement à 1957. Son augmentation par rapport à 1958 serait de l'ordre de 3%. Cette évolution, contrairement aux années précédentes a son origine beaucoup plus dans l'offre que dans la demande.

L'accroissement de l'offre a entraîné une relative stabilisation des prix de détail depuis l'été et une baisse des prix à la production.

La consommation qui avait baissé au premier trimestre a amorcé au second une légère reprise, qui s'est accentuée au troisième, notamment en Septembre, et devrait encore se manifester. Elle a évolué différemment selon les catégories de viandes. Elle serait en baisse (3% environ) sur le cheval, mais en hausse sur toutes les autres viandes (8% environ sur le porc, 4 à 5% sur le veau et le mouton, 1 à 2% sur le boeuf).

La consommation de poisson a encore plus augmenté. Les produits de la pêche, dans les plus grands ports français, au cours des dix premiers mois de l'année ont été supérieurs d'environ 10% à la période correspondante de l'an dernier. Cette évolution s'est traduite par un effondrement des cours au débarquement aux périodes de pointe de production, effondrement qui ne s'est que très partiellement manifesté au stade de détail.

Sur le marché de la volaille, peu de modifications semblent s'être produites par rapport à l'an dernier. Devant une demande stable et une production accrue les prix du poulet ont enregistré une certaine baisse.

Matières grasses, lait, fromages

La consommation de lait qui avait continuellement augmenté depuis 1950, à peu proportionnellement à l'accroissement de la population, a décliné cette année. La pénurie de lait frais, à la fin de l'été et au début de l'automne n'a pu être compensée par les importations. La baisse de la consommation, de l'ordre de 4 à 5% a entraîné des achats de produits de substitution : lait en poudre, lait condensé.

La demande de fromages se serait accrue, mais à un rythme moins rapide que l'an dernier, bien que, pour différentes raisons, la production n'ait pas supporté tous les inconvénients de la sécheresse.

La consommation de matières grasses est, elle aussi, supérieure. L'augmentation de la demande de beurre, de l'ordre de 2% au premier semestre, s'est trouvée réduite à moins de 1% pour les dix premiers mois de l'année, par suite d'un recul assez sensible des achats au cours de l'été et en automne, principalement en raison de la hausse des prix. L'évolution du marché de l'huile a été l'opposée : augmentation relativement faible au premier semestre, avec de brusques variations mensuelles, mais plus forte et plus régulière depuis Juillet. Pour l'ensemble des dix premiers mois, l'accroissement du volume des ventes dépasse 2%. La demande de margarine a augmenté dans de fortes proportions : 10% pour les dix premiers mois de l'année. Le taux de progression qui a légèrement diminué au cours de l'été est, à l'heure actuelle, comparable à celui du premier trimestre : 12% environ.

Produits divers

La demande de chocolat qui avait fortement fléchi l'an dernier, a encore diminué ; toutefois, le

mouvement de baisse qui a été assez prononcé au premier semestre tend à diminuer et, pour l'ensemble de l'année, la consommation ne serait inférieure que de 4 à 5%.

En revanche, la consommation de sucre semble avoir augmenté dans de sensibles proportions (5% environ), et celle de café à un rythme à peu près comparable à l'an dernier (1,5%).

BOISSONS

La consommation de vin, qui avait baissé en 1958 d'environ 10%, a encore diminué cette année. Le recul est cependant beaucoup moins important, de l'ordre de 1,5% pour les dix premiers mois de l'année. Il sera probablement ramené à 1% pour les douze mois car une reprise s'est manifestée au troisième trimestre et se poursuit à l'heure actuelle, quoiqu'à un rythme moins rapide.

Cette évolution semble étroitement liée à celle des prix ; ceux-ci, après avoir atteint un niveau élevé au premier trimestre ont ensuite baissé au second et sont, depuis lors, à peu près stabilisés.

Peu de modifications semblent s'être produites sur le marché des apéritifs dont l'activité a encore baissé par rapport à l'année précédente, bien que les ventes d'apéritifs à base d'alcool aient atteint un niveau relativement satisfaisant.

La consommation de boissons non alcoolisées, stimulée par la température a connu un taux de progression encore plus rapide que les années précédentes : de l'ordre de 10% pour les eaux minérales et de 20% ou plus, pour les jus de fruits.

LA CONSOMMATION NON ALIMENTAIRE

---:---:---:---:---:---:---:---:---:---:---:---:---:---:---:---

Les consommations non alimentaires ont augmenté sensiblement moins que les consommations alimentaires. Leur augmentation correspond principalement, d'une part à la demande de certains services insensibles à la conjoncture mais liés à la démographie ou à la construction de logements neufs, d'autre part aux achats des touristes étrangers.

HABILLEMENT

Après un premier trimestre excellent, l'activité des commerces de l'habillement a fléchi de façon à peu près régulière jusqu'au mois d'août. Une reprise s'est manifestée à partir de septembre dans certains magasins, mais ne s'est étendue à l'ensemble de la profession, qu'en octobre ou novembre.

L'augmentation de près de 7% du volume des ventes au premier trimestre, a été fortement entamée par la suite : l'activité a été à peine comparable à celle de l'an dernier au deuxième trimestre et s'est établie à un niveau nettement inférieur au troisième, en raison d'un marasme généralisé au mois d'août. Compte tenu de la reprise qui vient de s'amorcer, la consommation sera supérieure d'environ 2% à celle de 1958.

Cette évolution, valable pour l'ensemble des commerces de l'habillement, a été très différente selon les canaux de distribution et les catégories d'articles. Le glissement des achats qui se produit depuis un certain temps en faveur des Grands Magasins, au détriment des petits commerces de détail, s'est accentué très fortement cette année dans le secteur de l'habillement. Les Grands Magasins semblent avoir drainé vers eux, une partie de la clientèle, non seulement des petits détaillants mais encore des magasins à succursales, spécialisés dans la vente des articles de confection et qui, jusqu'à présent avaient résisté à leur concurrence.

L'évolution du chiffre d'affaires de ces trois catégories de commerces fait apparaître une distorsion très accusée. Le chiffre d'affaires des rayons "Textile" "Habillement" des Grands Magasins s'est accru d'au moins 15%, celui des succursalistes n'a guère augmenté que de 5%, quant à celui des magasins indépendants, il a fléchi dans de fortes proportions, tout au moins dans certains secteurs. Leurs résultats présentent en effet des écarts notables qui semblent être étroitement liés à la gamme des articles offerts.

L'évolution de l'activité a été, en effet, très différente selon les catégories d'articles. Les ventes de vêtements principaux ont été médiocres, tandis que celles de lingerie, chemiserie et bonneterie se sont établies à un niveau très nettement supérieur à l'an dernier. La température exceptionnelle du 15 Février au 15 Octobre, qui a été une des principales caractéristiques de l'année, explique ce mouvement. L'apparition précoce du beau temps a incité la clientèle à acheter plus tôt que d'habitude des articles de demi-saison et de printemps ; sa prolongation jusqu'en Octobre a permis aux ventes d'articles d'été de se maintenir, alors qu'elle a retardé le démarrage de la saison d'automne.

La demande d'articles légers a atteint de telles proportions, que certains commerçants, surpris par son ampleur, n'ont pu la satisfaire. Cette situation qui n'a affecté que quelques points de vente en Juillet, s'est généralisée le mois suivant et contribue à expliquer la baisse d'activité en Août.

De ce fait, la situation du commerce de détail s'est fortement assainie. Les stocks d'articles de printemps et d'été sont presque totalement épuisés, alors que ceux d'articles d'hiver ne semblent pas exceptionnels malgré le démarrage tardif de la saison d'automne. L'industrie textile doit donc pouvoir compter sur d'appréciables commandes au cours des prochains mois.

L'évolution du commerce de la chaussure est, par bien des aspects, comparable à celle des vêtements.

Après un premier trimestre excellent, la demande s'est stabilisée au même niveau que l'an dernier au deuxième trimestre, mais nettement en-deçà au troisième.

La baisse enregistrée pendant cette dernière période aurait encore été plus accusée, sans l'opération "étiquette bleue" qui a atténué les effets de la hausse du prix des articles en cuir. Cette opération a obtenu un certain succès bien que le temps ait été défavorable pour la vente de chaussures classiques en Septembre et Octobre. D'après les professionnels, 15 à 20% des ventes effectuées pendant la durée de l'opération, ont porté sur des articles "étiquette bleue" ; ce pourcentage aurait été nettement supérieur pour les chaussures d'enfants.

Toutefois, malgré cette campagne de publicité, la reprise ne s'est pleinement manifestée qu'à partir de fin Octobre. Pour l'ensemble de l'année, le volume des ventes du commerce de la chaussure sera supérieur de 3 à 4% à celui de 1958.

HABITATION

Les dépenses d'habitation qui avaient fléchi d'environ 1% l'an dernier, semblent être, au contraire, en légère augmentation cette année, et avoir retrouvé ou même quelque peu dépassé, le niveau de 1957 ; cela correspond surtout à la progression de dépenses peu sensibles à la conjoncture : loyers et charges, eau, gaz et électricité dont la demande dépend largement des constructions de logements neufs.

Equipement du logement

Le recul de 7% de ces dépenses, l'an dernier, a fait place à une stabilisation, voire même une légère hausse. Certains achats concernant l'équipement du logement qui avaient été différés l'an dernier, n'ont pu être retardés de nouveau, surtout en ce qui concerne l'aménagement des logements neufs qui représentent un appréciable débouché pour l'ensemble des branches commerciales de ce poste.

Le volume des ventes d'appareils électro-ménager, contrairement à l'opinion commune, semble devoir s'établir cette année à un niveau légèrement supérieur à celui de l'an dernier. Il faut toutefois rappeler qu'en 1958, un recul sévère de l'ordre de 20% avait affecté ce marché. L'augmentation constatée en 1959 provient essentiellement des ventes de réfrigérateurs, qui, en nombre d'appareils, ont plus que doublé en Janvier et en Juillet par rapport aux mêmes mois de 1958, et doivent être supérieures pour l'ensemble de l'année d'environ 20% à celles de 1958.

Le marché du petit matériel électro-ménager serait, de son côté, resté stable. En revanche, les ventes des machines à laver ont au contraire, continué à diminuer. Elles sont inférieures sans exception, depuis Mars, à celles des mois correspondants de 1958, ce qui se traduirait pour l'ensemble de l'année, par une baisse de 5%.

Ces estimations sont partiellement confirmées par les statistiques de livraison des producteurs aux revendeurs, si l'on tient compte de la reconstitution des stocks au stade de détail. En effet, pour les neuf premiers mois de l'année, ces livraisons ont augmenté, par rapport aux trimestres correspondants de 1958, de 10% pour les chauffe-eau électriques et 7% sur les aspirateurs, mais sont restées stables sur les machines à laver. L'accroissement des livraisons des réfrigérateurs qui s'élève à 13,5% pour le premier semestre sera probablement nettement plus élevé pour l'ensemble de l'année, d'autant plus que le caractère saisonnier des achats de ces appareils tend à s'atténuer.

Sur le marché du meuble, une reprise assez sensible s'est produite. Une augmentation de l'ordre de 3 à 4% aurait fait place à la baisse de 5% constatée l'an dernier. La hausse des prix ayant été d'environ 3%, d'après les professionnels, l'augmentation du chiffre d'affaires de cette branche commerciale serait supérieure de 6 à 7%.

Cette progression, plus importante pour PARIS

que pour la Province, serait due comme pour beaucoup de marchés, aux achats anticipés de Janvier et Février. La demande s'est ensuite établie à un niveau plus faible, mais une reprise s'est manifestée vers le milieu de l'année, surtout à PARIS.

Les dépenses de linge de maison, exceptionnellement bonnes en début d'année, devraient s'établir à un niveau supérieur à 1958.

Energie et Produits d'entretien

Les consommations de gaz et d'électricité ont cru au même rythme que l'an dernier. En revanche, les ventes de charbon qui s'étaient établies à un niveau assez bas en 1958, ont encore fléchi.

HYGIENE ET SOINS

Les dépenses d'hygiène et soins ont augmenté en francs constants, de près de 5% par rapport à l'année précédente.

Hygiène et soins personnels

Le mouvement de baisse enregistré l'an dernier, a fait place à une reprise assez substantielle qui a été favorisée par une demande très soutenue d'articles de parfumerie de la part des touristes étrangers. Compte tenu de la progression des ventes de ces articles et de celles des savons de toilette, l'augmentation de l'ensemble de ce poste serait de l'ordre de 3%.

Dépenses médicales

L'ensemble des dépenses médicales en francs constants devrait être supérieur d'environ 5% à 1958. Cette estimation provient essentiellement des statistiques du régime général de la Sécurité Sociale pour les trois premiers trimestres. L'expérience des années précédentes a montré qu'elles donnent un très bon reflet de l'évolution générale.

Ces statistiques ont dû toutefois être interprétées pour tenir compte des modifications importantes qui se sont produites dans le régime des remboursements : institution de la franchise de 3.000Fr pour les frais pharmaceutiques au premier semestre, suppression de cette franchise au second, augmentation des taux effectifs de remboursement pour les consultations et visites médicales.

Il est curieux de constater que ces modifications n'ont pas entraîné les conséquences qu'on pouvait en attendre dans l'évolution de la consommation médicale. Malgré l'institution de la franchise, la consommation pharmaceutique a crû à un rythme voisin de celui précédemment observé, en revanche l'augmentation du taux de remboursement des consultations et visites médicales n'a pas entraîné une accélération du rythme de progression de ces consommations qui, au contraire, ont stagné en 1959.

L'accroissement des remboursements par la Sécurité Sociale des dépenses de médecins a atteint 13% en francs courants. Il est beaucoup moins élevé en nombre d'actes, compte tenu des variations des tarifs : hausse de 20% des consultations et visites et de 15% des actes de spécialités, mais baisse de 29% des actes d'électroradiologie. (*) En volume, à prix constants, l'accroissement de la consommation n'atteint que 2,5% contre 3,8% en 1958 et 7,2% en 1957. En réalité les dépenses en francs constants pour les consultations et les visites auraient légèrement fléchi, tandis que celles entraînées par les actes de spécialités ont continué à progresser.

La progression des dépenses d'hospitalisation a été à peu près identique aux années précédentes. Elle a atteint environ 16% en valeur et 9,5% en volume.

...

(*) On sait qu'un récent arrêt du Conseil d'Etat vient d'annuler la réduction du tarif de remboursement des actes radiologiques.

Les dépenses de pharmacie qui peuvent être déduites des statistiques de la Sécurité Sociale sur les prestations remboursées, auxquelles on ajoute la valeur estimative de la franchise au premier semestre, se sont accrues de 14% contre 9% en 1958 et 23% en 1957 en raison de la grippe; cette augmentation pour 1959, reflète assez bien l'évolution du chiffre d'affaires pharmaceutique. La progression de ces dépenses en volume, autant qu'on puisse la mesurer avec précision du fait des variations des prix des spécialités et des modifications constantes importantes de la structure des consommations pharmaceutiques, serait à peu près comparable à celle de l'an dernier.

TRANSPORT ET COMMUNICATIONS

Les dépenses de transport et de communications qui avaient augmenté en volume de 75% de 1950 à 1958 et s'étaient encore accrues l'an dernier de 5% par rapport à l'année précédente, ont fléchi pour la première fois depuis neuf ans.

La baisse est toutefois assez faible, de l'ordre de 1%. Elle n'est pas uniquement imputable au recul du marché de l'automobile qui, en définitive a peu fléchi. Elle provient aussi d'une forte régression des ventes de motocycles et d'une diminution assez sensible du trafic ferroviaire.

Achats de véhicules individuels

Sur le marché de l'automobile, la baisse redoutée s'est effectivement produite, mais n'a pas atteint les proportions que l'on craignait; elle s'est toutefois manifestée beaucoup plus tôt que ne le prévoyait la plupart des spécialistes.

La progression des immatriculations de voitures particulières neuves, qui avait atteint 8,6% au premier trimestre et s'était encore élevée à 2% en Avril, a été suivie par un recul marqué de près de 15% au cours des quatre mois suivants. La baisse atteint en effet, par rapport au mois correspondant de 1958 : 20% en Mai,

6,5% en Juin, 20% en Juillet et 17% en Août. Ce mouvement a été stoppé en Septembre où les immatriculations ont été presque équivalentes à celles de l'an dernier. Cette stabilisation du marché a été suivie d'une baisse de l'ordre de 6% en Octobre. Cependant les résultats partiels des immatriculations pour la région parisienne qui font apparaître une augmentation par rapport à Novembre dernier, laissent supposer que les ventes s'établiront en Novembre, à un niveau très voisin de celui de Novembre 1958.

La baisse des prix de 7 à 8%, consentie par une grande firme française sur certains modèles, ainsi que la décision allongeant de 18 à 24 mois la durée des crédits-auto expliquent en partie ce retournement qui a été confirmé par les résultats satisfaisants du dernier Salon de l'Automobile. La baisse des immatriculations avait atteint, par rapport aux périodes correspondantes de l'an passé, 8% au second trimestre et près de 14% au troisième ; elle sera, au quatrième, notablement moindre. Pour l'ensemble de l'année le recul des immatriculations par rapport à 1958, ne devrait pas dépasser 5%.

La situation du marché des motocycles est beaucoup moins satisfaisante. La baisse des immatriculations par rapport à la période correspondante de 1958, atteint des proportions importantes : 32% sur l'ensemble des véhicules à deux roues, à l'exception des cyclomoteurs et des cycles dont : 42% sur les vélomoteurs, 32% sur les motocycles et 25% sur les scooters. Pour l'ensemble du marché, la baisse est toutefois moins forte, car les ventes de cycles et de cyclomoteurs seraient restées à peu près stables.

Dépenses d'utilisation des véhicules individuels

Ces dépenses se sont accrues d'environ 5% par rapport à 1958, par suite de l'accroissement du parc.

L'augmentation de la consommation de carburant, particulièrement forte au premier trimestre (+10%) a été ensuite notablement plus faible (2,3% au deuxième trimestre, 5% au troisième) et a fait place à une sta-

bilisation en Octobre.

Pour l'ensemble des dix premiers mois, l'augmentation des quantités consommées ressort à 5%, dont 3,5% pour l'essence ordinaire et près de 9% pour le super-carburant.

Transports en commun

Les dépenses en francs constants des particuliers, pour leurs transports en commun, qui étaient restées à peu près stables en 1958, auraient diminué cette année de près de 2%. Cette baisse provient essentiellement de la diminution du trafic voyageur de la SNCF, qui serait de l'ordre de 4% pour les trois premiers trimestres.

Communications

Le trafic des P.T.T., stationnaire l'an dernier, est en légère augmentation cette année. Pour les dix premiers mois, l'accroissement des recettes d'exploitation purement commerciales est de l'ordre de 27,5%, ce qui se traduit par une augmentation du trafic, d'environ 2%, si l'on tient compte du relèvement de 25% des tarifs décidé en Janvier dernier.

CULTURE, LOISIRS, DISTRACTIONS

Les dépenses de ce poste, non compris les dépenses d'enseignement proprement dit, semblent avoir fléchi cette année de 1 à 2%, alors qu'elles avaient encore augmenté de 3% en 1958. La forte progression de la télévision et les progrès de la radio et de la librairie n'ont pu compenser la stagnation ou la baisse de l'activité des autres branches commerciales.

Appareils de radio et télévision

D'après les statistiques du Service des redevances de la R.T.F., les ventes d'appareils de télévision, au cours des neuf premiers mois de l'année, ont augmenté de 19% par rapport aux trois premiers trimestres-

tres de 1958. Cette hausse aurait pu être légèrement plus forte, sans l'annonce prématurée de la création d'une seconde chaîne de télévision qui a incité de nombreux clients à différer leurs achats jusqu'à la mise en place de cette chaîne.

Les statistiques professionnelles concernant les ventes des producteurs aux revendeurs accusent encore un plus fort accroissement : 295.000 appareils auraient été livrés au cours des trois premiers trimestres contre 210.000 au cours de la même période de 1958, soit une augmentation de 40%. Il est probable qu'une partie des livraisons a servi à la reconstitution des stocks des détaillants. Un jugement sur l'ensemble de l'année n'est cependant pas encore possible, car les ventes de télévision sont particulièrement fortes au quatrième trimestre, notamment en Décembre. La situation de 1959 ne pourra être connue que dans quelques semaines.

La stagnation enregistrée l'an dernier, sur le marché de la radio a fait place à une reprise très marquée ; les livraisons des producteurs aux détaillants ont porté sur près de 1.150.000 appareils au cours des trois premiers trimestres de 1959 contre 810.000 pendant la même période de l'an dernier, enregistrant ainsi une augmentation de près de 25%. Pour ces appareils, comme pour les appareils de télévision, les détaillants ont dû reconstituer leurs stocks et l'augmentation effective des achats doit être de l'ordre de 10%.

Ce développement est dû uniquement à l'extension très rapide des livraisons d'appareils à transistors qui ont totalement renouvelé le marché. Ces livraisons ont représenté plus de la moitié des appareils livrés au cours des trois premiers trimestres : 620.000 contre 119.000 pendant la même période de l'an dernier.

Disques, tourne-disques, électrophones

Différents sondages effectués auprès des fa-

bricants d'électrophones pour lesquels il n'existe pas encore de statistiques professionnelles de production, laisseraient supposer que le marché de ces appareils aurait été stable si ce n'est en léger recul, sur l'an dernier. La principale raison invoquée serait l'apparition des appareils de stéréophonie qui auraient amené la clientèle à retarder ses achats dans l'attente de leur mise au point définitive.

Les ventes de disques auraient été stables, si ce n'est en légère progression.

Appareils et fournitures de photographie

L'activité du marché des appareils photo se serait établie au même niveau que l'an dernier, voire même légèrement en deçà par suite du recul marqué des ventes d'appareils pliants.

L'examen des statistiques professionnelles amènerait à conclure à une baisse des ventes plus importante, mais les variations de production entre 1958 et 1959 doivent s'expliquer encore par la reconstitution des stocks du commerce de détail. D'après les statistiques de production, corrigées des exportations, la production disponible au cours des neuf premiers mois de l'année a atteint 312.000 appareils contre 345.000 pendant la même période de 1958. D'autre part les importations au cours de ces mêmes périodes ont très peu varié. En revanche les ventes ont continué d'être actives sur les appareils de projection ; au cours des trois premiers trimestres, la production a atteint 42.000 appareils contre 34.000 pendant les neuf premiers mois de l'an dernier, soit une augmentation de près de 25%.

Si la demande a été stable ou en baisse sur le marché des appareils, elle a augmenté de 7 à 8% sur celui des pellicules. Les ventes de rouleaux de pellicules noir et blanc n'ont pas varié, mais celles des cartouches noir et blanc et des pellicules en couleur ont respectivement progressé de 6 et 20%. Cette augmentation, tout au moins pour les pellicules en couleur correspond à peu près à l'accroissement du parc. De ce

fait, la consommation moyenne individuelle serait restée à peu près au même niveau que l'an dernier.

Jouets

Les ventes de jouets qui avaient assez bien démarré en début d'année et s'étaient maintenues à un niveau relativement satisfaisant pendant l'été, ont accusé un sensible recul depuis Octobre, notamment dans les régions rurales.

Une baisse assez forte se serait produite en Novembre, et les résultats partiels du mois de Décembre laissent craindre que ce mouvement ne se poursuive. Compte tenu de l'importance saisonnière des mois de Novembre et de Décembre, pendant lesquels plus de 50% des ventes annuelles sont effectuées, il est probable que le marché soit en baisse de 5 à 10%.

Lecture

La demande dans ce domaine est restée à peu près stable. La baisse des ventes de journaux a été compensée par la progression de celle de livres.

La majoration de 20% des prix des journaux en Février dernier, a entraîné un appréciable recul des tirages, surtout pour les quotidiens vendus au numéro. Les tirages des quotidiens de PARIS ont fléchi de plus de 5% pendant les trois premiers trimestres de 1959.

Dans la librairie, les ventes se sont au contraire sensiblement développées, en raison d'une reprise assez nette au deuxième trimestre. Pour les trois premiers trimestres de l'année, elles seraient supérieures, en volume, de 3 à 4%, à celles de la même période de 1958.

Spectacles

L'activité en ce domaine a été défavorisée par une température trop clémente.

Le nombre des spectateurs de salles de cinéma a fléchi de 2% au premier trimestre, 6,5% au second et 5,5% au troisième, soit près de 5% pour l'ensemble des trois premiers trimestres, contre 10% pour 1958.

L'activité des autres salles de spectacles, notamment les théâtres et cabarets à PARIS, qui s'était encore accrue l'an dernier, a, au contraire, fléchi cette année, quoique plus faiblement que celle des cinémas.

Tabacs et cigarettes

Le relèvement de 20% des prix des tabacs et cigarettes, le 15 Janvier dernier, particulièrement important en période de stabilité du pouvoir d'achat, a pesé assez lourdement sur ce marché. Pour l'ensemble de l'année, malgré une stabilisation depuis Juin, il faut s'attendre à une diminution d'environ 9% du volume des ventes. La baisse serait légèrement plus forte sur les cigares et cigarillos que sur les cigarettes et, sur ces derniers articles, que sur le tabac.

HOTELS, CAFES, RESTAURANTS

L'activité en ce domaine, favorisée par les conditions climatiques et l'afflux des touristes étrangers, serait supérieure de 3 à 4% à celle de l'an dernier. Cette évolution ne s'applique cependant ni aux stations thermales dont la clientèle a diminué, par suite de la suppression du remboursement des frais de cure par la Sécurité Sociale, ni aux stations balnéaires de la Côte d'Azur, en raison du temps défavorable qui s'est manifesté dans cette région, pendant une grande partie de l'été.

Dans le reste de la France, la clientèle française s'est efforcée de prolonger la durée de ses vacances. A cette augmentation de la demande intérieure, est venue s'ajouter celle de la demande étrangère. D'après différents renseignements, le nombre des touristes étrangers aurait augmenté cette année de près

de 25%, par rapport à l'an dernier et atteint 5 millions contre 4 millions en 1958 et 4,3 millions en 1957. La dévaluation du franc a amené ces touristes à accroître leurs dépenses dans de très fortes proportions. D'après la balance du tourisme, leur montant total aurait doublé au cours des neuf premiers mois de l'année par rapport à la période correspondante de 1958.

DIVERS

D'après les renseignements partiels en notre possession, il ne semble pas que l'ensemble des dépenses de ce poste doive, en francs constants, s'établir à un niveau supérieur à celui de l'an dernier.

L'activité de l'horlogerie et de la bijouterie a été jusqu'à présent assez faible, sauf en ce qui concerne la bijouterie fantaisie dont les ventes semblent avoir été stimulées par les achats des touristes étrangers.

Etant donné l'importance du mois de Décembre pour cette branche commerciale, il est encore trop tôt pour faire le bilan de l'année. Toutefois quels que soient les achats au cours de ce mois, le volume des ventes de l'ensemble de la profession s'établira à un niveau inférieur à celui de l'an dernier.

Il en est de même pour la maroquinerie, mais il est probable que la baisse de cette branche commerciale sera moins importante que celle de l'horlogerie.

En revanche, les dépenses d'assurances ont augmenté par suite de l'accroissement du parc automobile et surtout de l'assurance obligatoire, à partir du 1er Avril, pour tous les véhicules à moteur .

CONCLUSION

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

Les renseignements partiels en notre possession laisseraient supposer que le rythme de progression qui était assez nettement apparu sur certains marchés en Octobre et Novembre, se serait sensiblement ralenti en Décembre.

Ce ralentissement, même s'il se confirme et se prolonge, ne doit pas soulever trop d'inquiétude pour l'avenir, car il faut s'attendre, sur presque tous les marchés, à une activité plus faible en Janvier et Février qu'au cours de la période correspondante de l'année précédente.

L'activité du premier trimestre 1959 s'était en effet établie à un très haut niveau, par suite d'un phénomène de fuite devant la monnaie. Or, il n'en sera pas de même en 1960. Il faut donc s'attendre à un certain fléchissement, qui pourrait être d'autant plus marqué, que le changement de monnaie peut, par ses effets psychologiques, freiner légèrement les dépenses et provoquer ainsi les effets contraires de la crainte qui s'était emparée de certains consommateurs en début d'année.

Toutefois, une reprise assez nette doit se faire sentir à partir du deuxième trimestre, et peut-être même dès le mois de Mars, surtout si les négociations actuelles sur les salaires aboutissent à des augmentations. Les risques que ces augmentations peuvent faire peser sur les prix sont assez faibles. Malgré le développement des exportations, un accroissement de la demande sur les produits manufacturés de consommation peut être satisfait sans difficulté. D'autre part, la tension des prix des produits alimentaires s'est déjà atténuée en Décembre et ne semble pas devoir s'accroître, en raison de l'importance des dernières récoltes et des améliorations qui sont actuellement apportées aux circuits de distribution.

S'il devait y avoir une tension inflationniste elle pourrait plutôt provenir de l'aisance du marché monétaire résultant de l'excédent de la balance commerciale et de l'abondance de la trésorerie en devises. L'exemple de l'Allemagne Occidentale au cours des précédentes années montre cependant que le risque est limité.

Une augmentation raisonnable des salaires, malgré les dangers qu'elle présente, devrait avoir semblablement-il, une influence heureuse sur l'économie. Sans elle, l'augmentation de la consommation prévue par les experts pour 1960 ne pourrait se produire, et une stagnation de l'activité commerciale pourrait avoir de graves conséquences sur l'ensemble de l'économie. Il ne faut pas oublier que la consommation des particuliers absorbe, à elle seule, plus des deux tiers de la production finale.

—:—:—:—

